


Est-il sage de sortir dans la rue ? Faut-il fuir la ville ? Quel type de masque est le plus efficace ? Est-on une « personne à risque » ? Où sont les tests qui permettraient d'évaluer la situation ? La vie d'hier va-t-elle reprendre son cours ou sera-t-elle changée à jamais ? Autant de questions posées par la pandémie de covid-19 au printemps 2020, qui furent éprouvées à Rouen quelques mois plus tôt.

Le 26 septembre 2019, au petit matin, un épais nuage noir plane au-dessus de la ville : l'usine de Lubrizol, bourrée de produits chimiques, est en feu. Les rues sont désertes ou presque. Personne ne connaît précisément les conséquences de ce qui est en train de se passer, à commencer par les autorités qui, pourtant, n'hésitent pas à « rassurer » au mépris de la réalité. Quinze jours après, nous sommes une dizaine à débarquer à Rouen pour quelques semaines afin d'y mener une enquête collective.

Comme la pandémie de covid-19, liée à la déforestation, à l'urbanisation galopante et aux flux mondialisés, Lubrizol représente à sa manière le primat de la société de consommation sur la préservation de milieux de vie habitables. Et à l'heure du danger, les inégalités sociales explosent : les nanti-es s'exilent dans leur maison de campagne, tandis que les plus démunis-es sont culpabilisé-es et surexposé-es. Le maintien de l'ordre économique reste une priorité qui n'est remise au second plan, quand elle l'est, qu'une fois qu'il est déjà trop tard.

Enfin, ces événements se font écho par ce qu'ils nous disent des effets massifs et invisibilisés de la pollution sur notre santé. Produite en large partie par l'industrie pétrochimique, elle tue « en temps normal » plusieurs millions de personnes par an dans le monde et est l'une des explications à l'explosion des cancers et des maladies chroniques comme l'obésité, l'asthme ou encore le diabète. Des maladies qui s'avèrent justement faire partie des « facteurs de comorbidité » des victimes du covid-19.

Or, si les gouvernants sont aujourd'hui capables d'assigner à résidence des milliards d'individus pendant des mois, il ne faudra probablement compter que sur nos forces pour imposer l'interdiction des substances cancérigènes, toxiques et mutagènes dans les chaînes de production ou encore le démantèlement progressif de toutes ces usines que le chaos climatique rend littéralement explosives. Pour donner corps à ces luttes à venir, écoutons les voix de révolté-es de Lubrizol, celle d'une chercheuse qui fait reconnaître les maladies professionnelles face à l'impunité du patronat, celles de « gens du voyage » qui luttent pour un logement digne, celle d'un inspecteur du travail déterminé ou encore celles d'intérimaires de la chimie et de la logistique en gilet jaune. Car nous ne voulons pas choisir entre la santé et la liberté, au moment où nous risquons de perdre les deux. 

Bésignan, Lausanne, Lille, Lyon, Malhaussette, Montreuil, Roussayrolles,
Saint-Denis et Toulouse, le 16 avril 2020